

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

1^{er} trimestre 2025

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

1^{er} trimestre 2025

- En Île-de-France, au 1^{er} trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 5,5 % en catégories A, B, C (+3,4 % hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage est stable au 4^e trimestre 2024, à 7,0 % de la population active
- L'emploi salarié se replie de 0,5 % au 4^e trimestre 2025
- Le nombre de procédures de PSE et RCC diminue entre le 4^e trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025

Avertissements:

- Depuis octobre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur [le site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Depuis octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours(CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements dans les [règles d'actualisation](#) (Consulter le [chiffrage national](#)) :
- Une évolution du formulaire d'actualisation déployée au mois de novembre 2024 s'applique aux événements déclarés à partir d'octobre 2024. Les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Cette évolution conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégorie ABC en octobre et novembre 2024.
- Depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie ABC

La prochaine publication sera disponible en septembre 2025 et portera sur le deuxième trimestre 2025. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques :

idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 062 440 en moyenne au *premier trimestre 2025*. Parmi eux, 686 460 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 5,5 % sur le trimestre et de 9,6 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de +3,4 % et de +7,6 %). Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi augmenter, mais cette hausse est bien plus forte pour les moins de 25 ans, notamment en raison de l'application de la loi pour le plein emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 1,8 % au *premier trimestre 2025* et de 4,1 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de l'informatique et des télécommunications, suivis des métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation et de ceux liés aux services aux particuliers et aux collectivités. À l'inverse, les métiers de la gestion, administration des entreprises, ceux de la communication, information, art et spectacle et ceux de la santé, action sociale, culturelle et sportive enregistrent les plus faibles augmentations de la demande d'emploi.

Le taux de chômage au sens du BIT est stable au *quatrième trimestre 2024*, s'établissant à 7,0 % de la population active, contre 7,1 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue fortement au *premier trimestre 2025* (-6,7 % après -12,6 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 33 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *premier trimestre 2025*. C'est moins qu'au trimestre précédent (35) et qu'au *premier trimestre 2024* (46).

Emploi

Au *quatrième trimestre 2024*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élevé à près de 2,2 millions en Île-de-France, soit 2,1 % de moins qu'au *quatrième trimestre 2023*.

Au *quatrième trimestre 2024*, l'emploi salarié diminue (-0,5 %).

Au *quatrième trimestre 2024*, avec plus de 20 000 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,4 % par rapport au *quatrième trimestre 2023*.

Le nombre d'intérimaires diminue de 3,0 % au *quatrième trimestre 2024*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *premier trimestre 2025*, 270 autorisations d'activité partielle ont été demandées par près de 270 établissements.

Au *premier trimestre 2025*, 70 plans de sauvegarde de l'emploi et 28 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 4 200 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont en diminution par rapport au trimestre précédent (5 030).

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1^{er} trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1^{er} trimestre 2025 augmente de 9,8 % en catégorie A et de 5,5 % en catégories A, B, C (respectivement +5,4 % et +2,3 % hors nouveaux publics*).

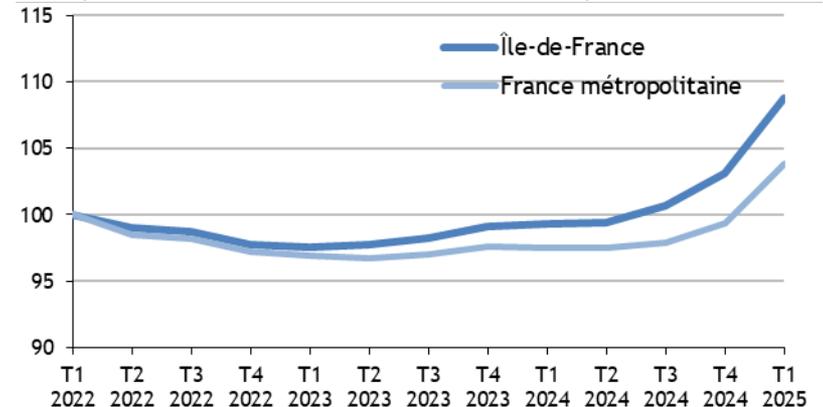
Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) diminue (-1,4 % après -1,0 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue de 1,1 %.

Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi diminue de 0,4 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et de 1,2 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 3 257 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 151 000 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

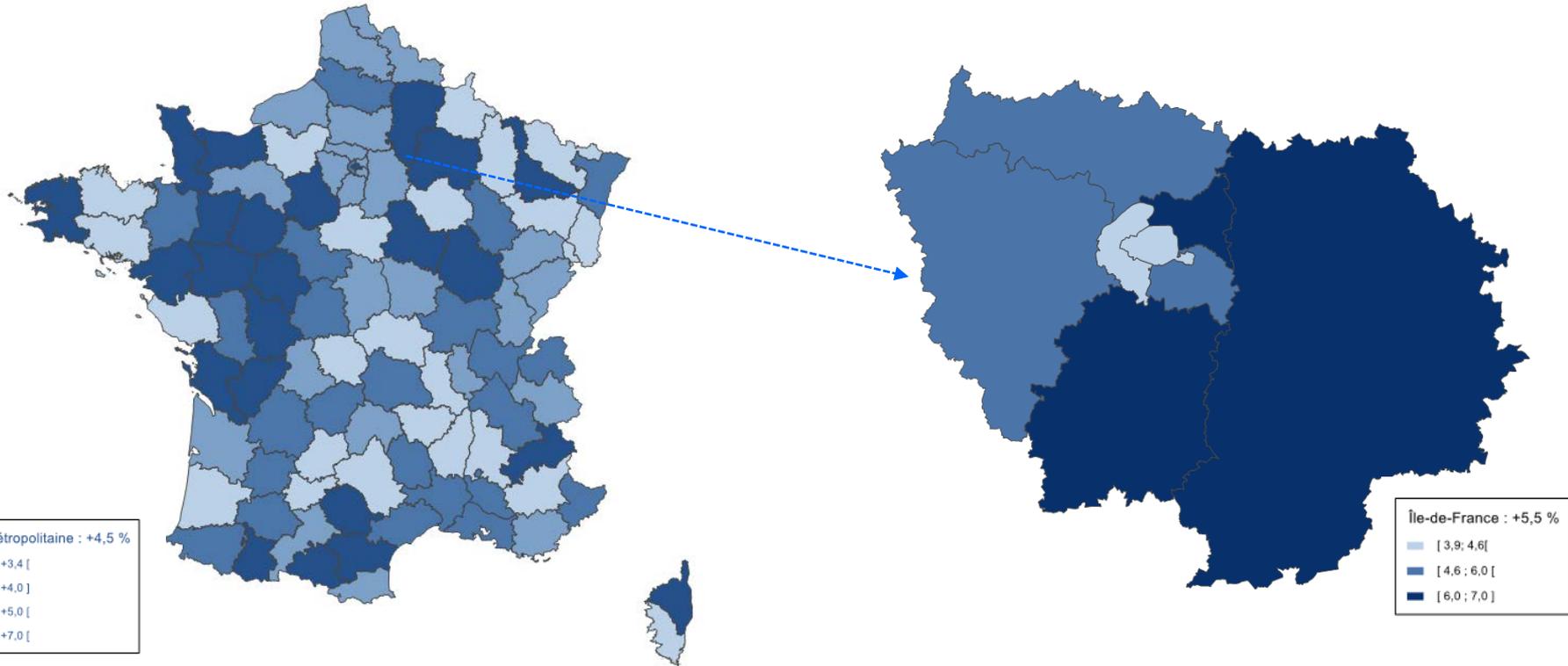
Données CVS-CJO 1er trimestre 2025	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	121 410	7,6	13,2	202 710	4,0	7,4
Seine-et-Marne	74 040	10,7	18,0	116 230	6,1	11,3
Yvelines	70 380	10,0	15,9	109 240	5,7	10,0
Essonne	63 960	12,2	19,4	98 460	6,9	10,6
Hauts-de-Seine	81 710	8,0	16,2	125 260	4,5	10,4
Seine-St-Denis	125 350	11,3	16,1	184 890	6,7	10,2
Val-de-Marne	77 090	9,1	14,6	116 670	5,3	9,2
Val-d'Oise	72 530	10,4	14,5	109 000	5,9	9,1
Île-de-France	686 460	9,8	15,7	1 062 440	5,5	9,6
France métro.	3 185 770	8,9	13,2	5 448 400	4,5	6,5

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2022)



*Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 4^e trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025 (en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1^{er} trimestre 2025 (catégories A, B, C)

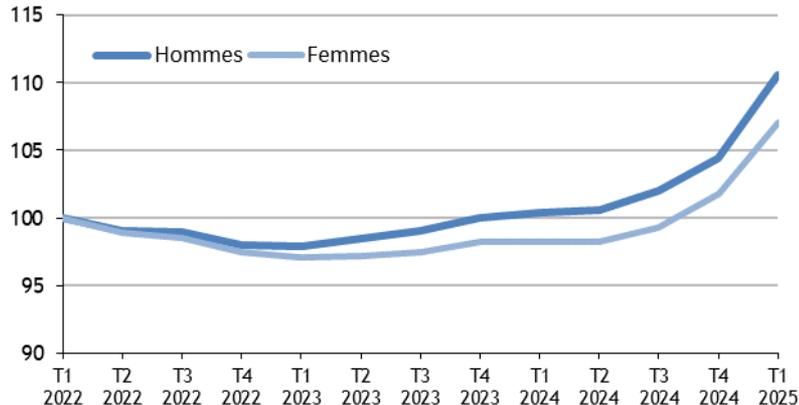
Sur le premier trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 5,9 % pour les hommes et de 5,2 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 9,0 % tandis qu'elle n'augmente que de 5,6 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 10,2 % (2,8 points de plus qu'en France métropolitaine).

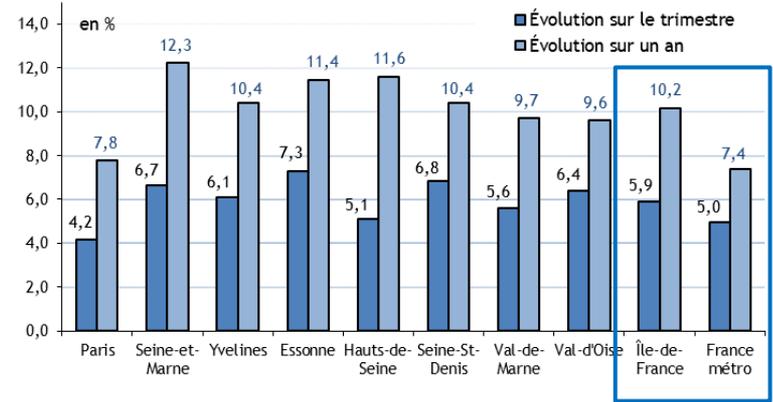
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est à Paris que les augmentations trimestrielle et annuelle sont les moins importantes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

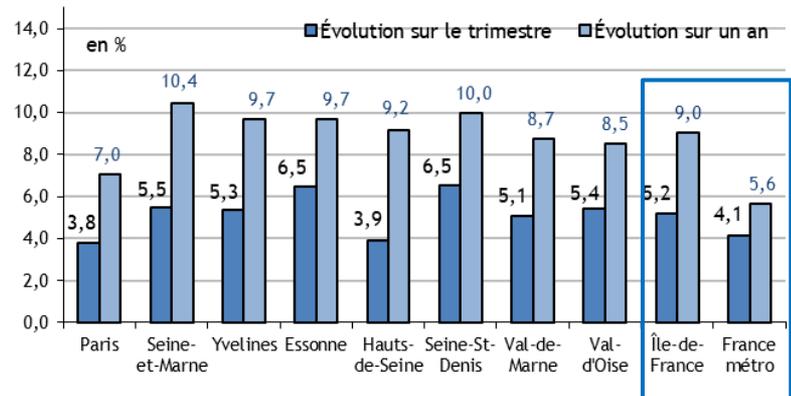
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2022)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1^{er} trimestre 2025 (catégories A, B, C)

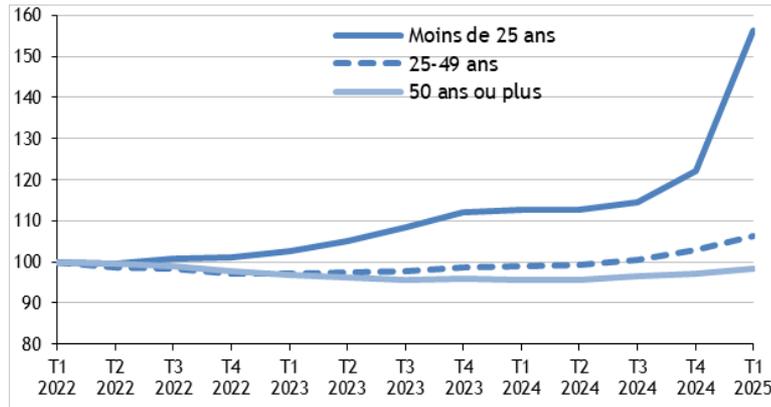
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 28,1 % pour les moins de 25 ans, de 3,3 % pour les 25-49 ans et de 2,9 % pour les 50 ans et plus.

L'inscription automatique des jeunes en parcours contractualisé en vertu de l'application de la loi pour le plein emploi contribue fortement à l'augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'emploi. Néanmoins, c'est principalement l'évolution de décembre à janvier qui porte cette hausse (+29,3 %) tandis qu'elle se tasse les mois suivants.

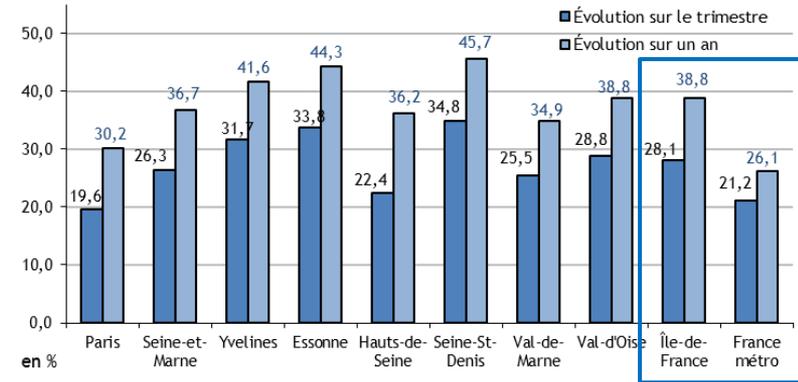
Le nombre de demandeurs d'emploi seniors augmente à nouveau ce trimestre mais leur poids dans l'ensemble des demandeurs continue de diminuer (25,5 %, soit -1,1 point).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

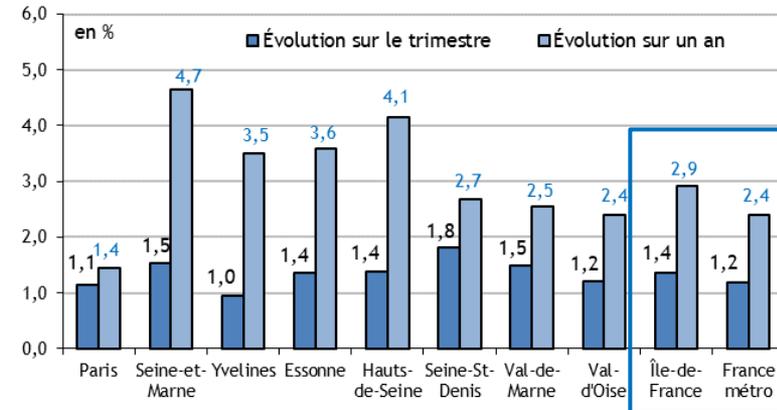
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2022)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1^{er} trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente au premier trimestre 2025 dans les mêmes proportions qu'au trimestre précédent (+1,8 %), mais bien moins que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an (+8,3 %). Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (40,9 %) diminuer de 1,5 point par rapport au trimestre précédent et 2,2 points sur un an.

Au 2^e trimestre 2024, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 309 jours, en hausse de 6 jours par rapport au 1^{er} trimestre 2024*.

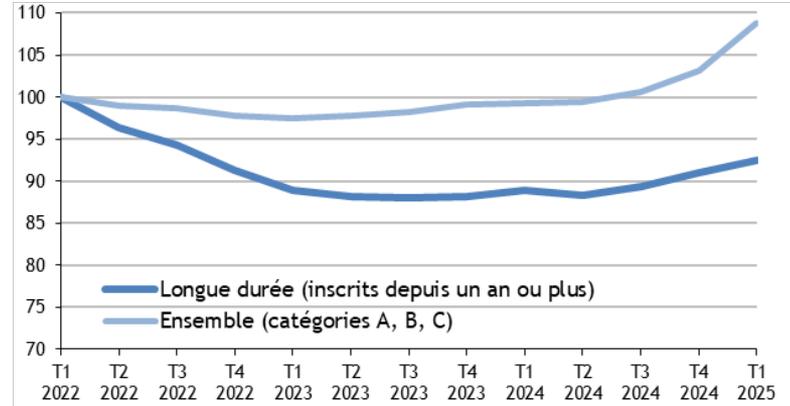
Au premier trimestre 2025, 12,7 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,1 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 3,6 % en Ile-de-France, comme en France métropolitaine.

* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 10,3 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (2^e trimestre 2024) », Statistiques et indicateurs, février 2025, France Travail.

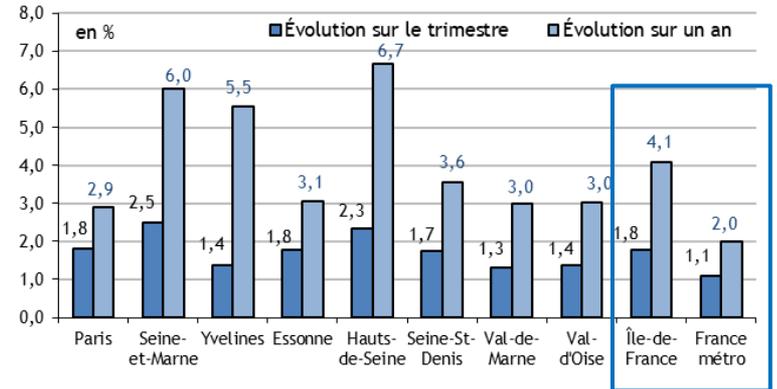
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1er trim. 2025	11,4	13,4	11,9	10,7	11,9	16,3	12,6	11,7	12,7	13,3
1er trim. 2024	11,4	12,5	12,2	10,7	12,3	16,0	12,7	11,7	12,6	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2022)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 1^{er} trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Au premier trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans tous les domaines professionnels.

Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et des télécommunications enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+18,4 %), suivis des métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation (+13,9 %) et de ceux liés aux services aux particuliers et aux collectivités (+13,9 %). Ces trois familles de métiers contribuent pour 60 % à la hausse totale compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande.

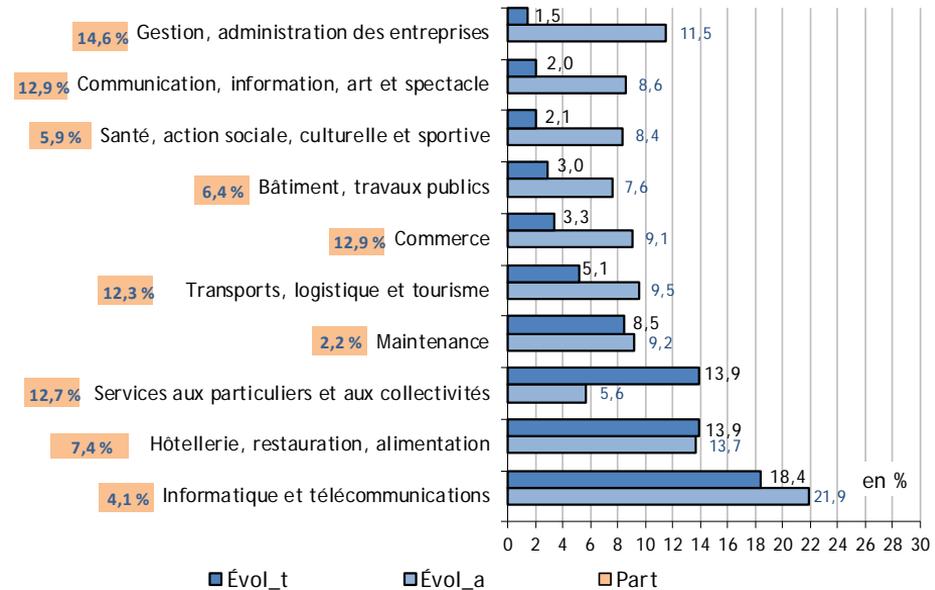
A l'inverse, les métiers de la gestion, administration des entreprises, ceux de la communication, information, art et spectacle et ceux de la santé, action sociale, culturelle et sportive enregistrent les plus faibles augmentations de la demande d'emploi (de +1,5 % à +2,1 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+93 010) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+16 060), ceux du commerce (+11 400) et ceux des transports, logistique et tourisme (+11 340).

* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.

Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



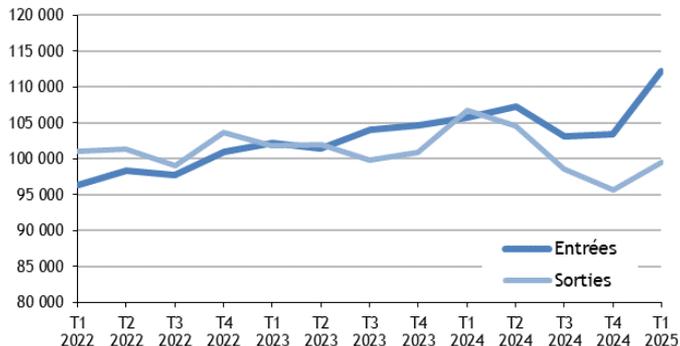
Lecture : au 1^{er} trimestre 2025, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 13,9 % sur le trimestre et de 13,7 % sur l'année.

Les entrées et les sorties de France Travail au 1^{er} trimestre 2025

Entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une forte augmentation des entrées* (+8,5 % après +0,3 %) tandis que l'augmentation du nombre de sorties* est moindre (+4,0 % après -3,1 %).

Sur un an, comme sur le trimestre, la hausse du nombre d'entrées** (+6,1 %) s'explique en grande partie par l'augmentation des autres motifs (+140,6 %) qui incluent, depuis janvier 2025, les motifs d'entrée des publics « loi pour le plein emploi ». Ce motif représente à lui seul un cinquième du total des entrées sur le trimestre. Parallèlement, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (-6,1 %), qui représentent la moitié du total des sorties sur le trimestre, contribuent à expliquer la baisse du nombre de sorties** (-6,8 %) du fait d'une évolution des règles d'actualisations spécifiques aux nouveaux inscrits.

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)**

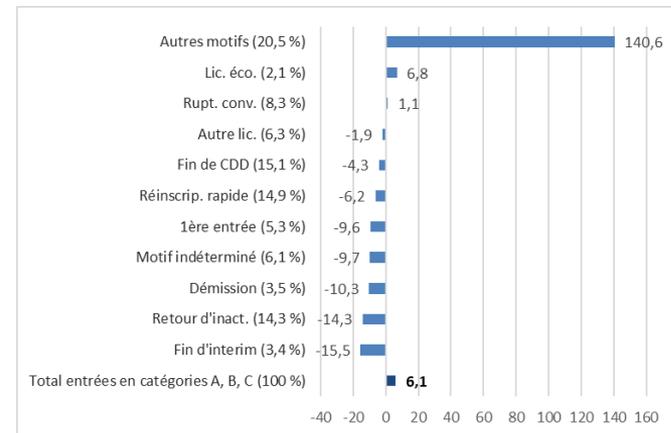


* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante, en particulier pour les motifs représentant une petite part de l'ensemble. C'est par exemple le cas pour les licenciements économiques, qui augmentent de 24 % mais ne représentent que 2,4 % des motifs d'entrée.

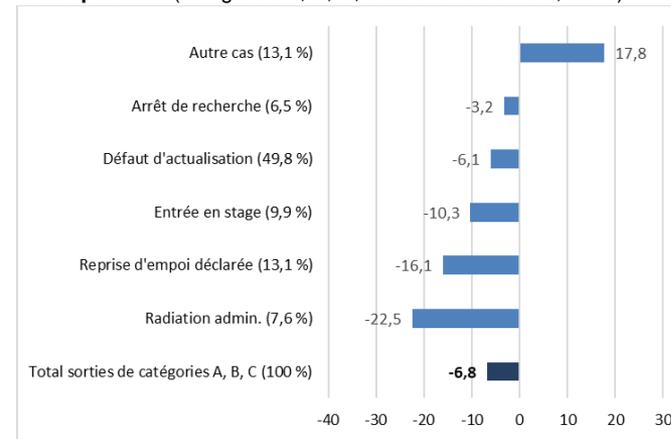
**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



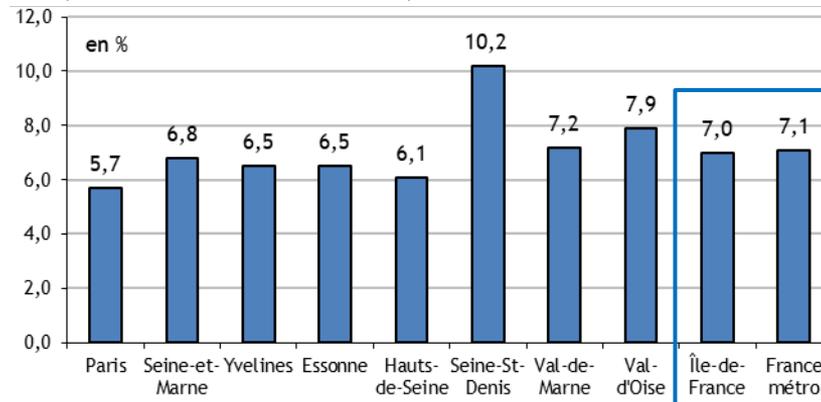
Le taux de chômage au 4^e trimestre 2024

Au quatrième trimestre 2024, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est stable à 7,0 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage est quasi stable (-0,1 point, soit 7,1 % de la population active).

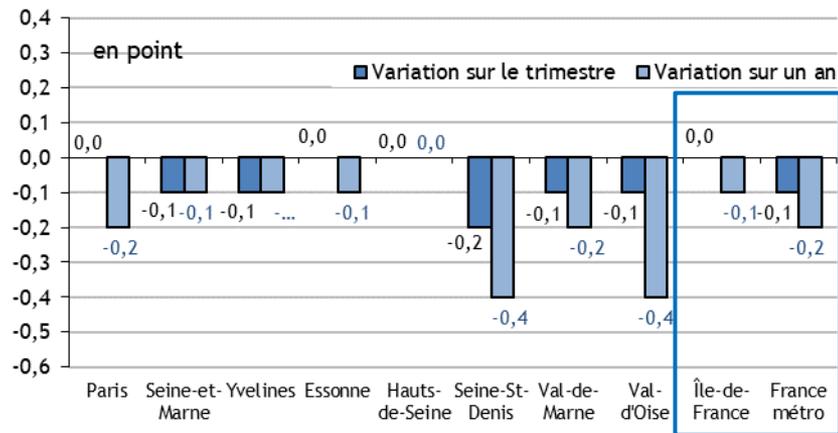
Sur le trimestre, le taux de chômage est stable ou quasi dans tous les départements franciliens sauf à Paris et en Seine-Saint-Denis où il perd 0,2 point. Sur un an, les évolutions sont plus contrastées. Les baisses sont plus prononcées en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,2 %), dans le Val-d'Oise (7,9 %) et le Val-de-Marne (7,2 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,1 %).

L'Île-de-France est la seule région métropolitaine dans laquelle le taux de chômage est stable. Dans les autres régions, il diminue de 0,1 à 0,4 point.

Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2024
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 4^e trimestre 2023 et le 4^e trimestre 2024 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 1^{er} trimestre 2025

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

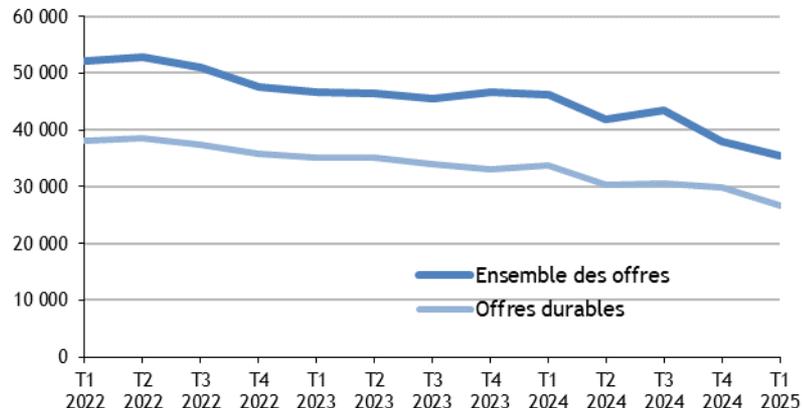
Au premier trimestre 2025, 35 500 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 26 660 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue fortement par rapport au trimestre précédent (-6,7 % après -13,8 %). Parmi ces offres, celles qui sont durables diminuent encore plus fortement dans l'ensemble de l'Île-de-France (-10,4 % après -0,9 %).

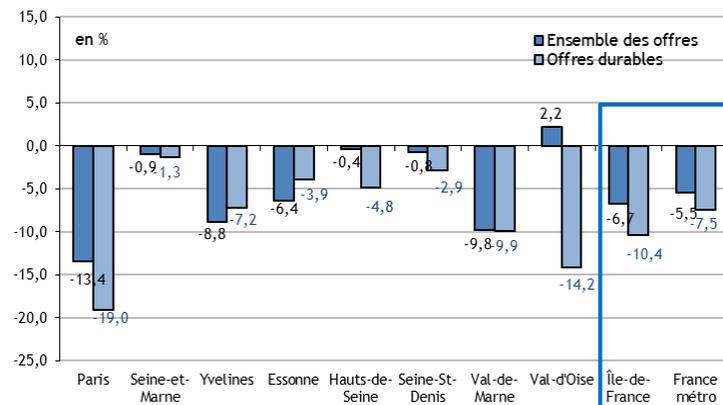
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont les Paris (-13,4 %), le Val-de-Marne (-9,8 %). En revanche, la diminution est bien moins importante dans les Hauts-de-Seine (-0,2 %) et le Val-d'Oise est le seul département dans lequel le nombre d'offres augmente (+2,2 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 1^{er} trimestre 2025

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,33 point en moyenne au premier trimestre 2025, soit 33 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

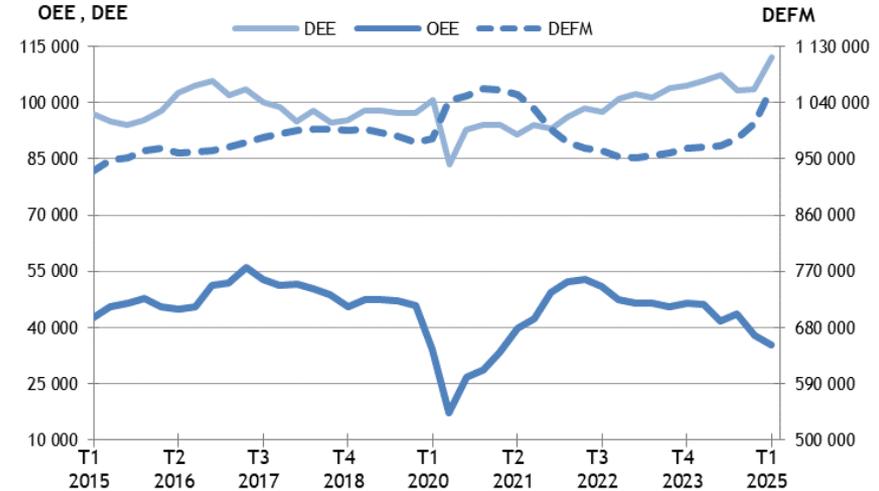
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,35) et par rapport au T1 2024 (0,46). La nette diminution du nombre d'offres collectées (-6,7 %) couplée à la forte augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+8,5 %) expliquent la diminution de ce ratio.

Le taux d'écoulement* diminue de 1,9 point sur le trimestre : 52,6 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au premier trimestre 2025. Ce taux est également inférieur à son niveau du premier trimestre 2024 (55,6 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 76,3 %. Il perd 3,4 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (61,5 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (65,1 %) et qu'au premier trimestre 2024 (66,7 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Les tensions selon les métiers au 1^{er} trimestre 2025

Indicateurs de tension au 1er trimestre 2025 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T1 2024 (1)	Taux de tension au T1 2025	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T1 2025(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T1 2025 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T1 2025	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T1 2025 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,68	0,67	97,1	47,9	9 071	18,3	4,5	57,3
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,09	1,46	80,9	53,0	10 985	9,7	-29,6	59,6
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,36	0,83	85,2	47,2	5 923	17,0	-34,1	62,7
Conducteurs de véhicules	0,46	0,28	80,6	50,4	49 454	7,3	-42,5	75,3
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,34	0,22	85,9	46,9	45 820	17,6	-31,0	61,3
Ingénieurs de l'informatique	0,49	0,22	96,3	45,2	27 933	25,5	-52,5	62,2
Personnels d'études et de recherche	0,52	0,32	91,1	50,9	8 206	18,5	-34,3	53,5
Cadres de la banque et des assurances	0,12	0,1	90,4	45,3	4 321	13,9	-10,9	60,6
Vendeurs	0,35	0,29	72,1	55,1	38 531	5,1	-23,1	64,7
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,45	0,35	80,6	54,6	23 847	7,8	-26,7	66,7
Agents de sécurité et de gardiennage	0,89	0,42	83,4	53,9	19 673	4,6	-58,2	61,6
Agents d'entretien	0,26	0,22	71,2	51,9	35 342	1,4	-26,5	67,7
Professionnels des arts et des spectacles	0,17	0,10	36,7	33,3	99 732	4,8	-42,7	81,3
Aides-soignants	0,42	0,43	85,5	55,3	14 900	9,0	7,6	63,9
Ensemble des familles professionnelles	0,46	0,33	76,3	52,6	1 066 473	-0,6	-24,3	61,5

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,67 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1^{er} trimestre 2025, contre 0,68 au 1^{er} trimestre 2024 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 55,1 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 1^{er} trimestre 2025.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au premier trimestre 2025, les tensions diminuent. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,49 et 0,83 offres pour 1 demande). Respectivement 80,9 % et 85,2 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 76,3 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes diminutions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (0,42 offres pour 1 demande ce trimestre, soit -0,47 point sur l'année). Pour ces derniers, il s'agit un retour à la normale après avoir connu un accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JOP 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4^e trimestre 2024

Plus de 2 205 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2024 en Île-de-France, dont 447 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au quatrième trimestre 2024, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en baisse en Île-de-France par rapport au même trimestre 2023 (-2,1 %). Il diminue encore plus fortement pour les seuls contrats durables (-8,1 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

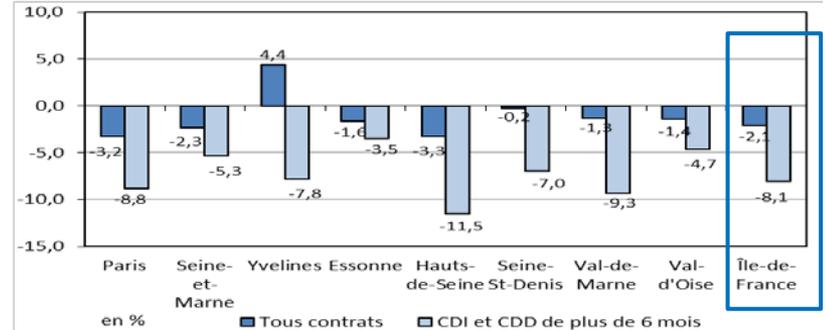
Au sein de la région, tous les départements enregistrent une baisse du nombre de contrats sur la période, à l'exception des Yvelines. Dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule de 11,5 % sur la période (pour les seuls contrats durables).

Les DPAE en contrats durables baissent dans tous les secteurs d'activité : -6,6 % dans le commerce, -7,8 % dans l'industrie, -8,1 % dans les services et -10,4 % dans la construction.

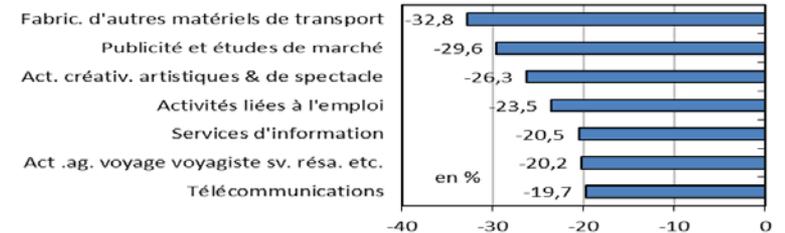
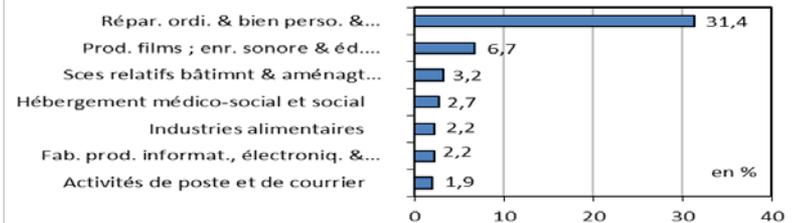
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (réparation d'ordinateurs et de biens personnels, production de films et de programmes de télévision, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (fabrication d'autres matériels de transport, publicité et études de marché, activités créatives, artistiques et de spectacle)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2024 / T4 2023)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T4 2024 / T4 2023)



L'emploi salarié au 4^e trimestre 2024

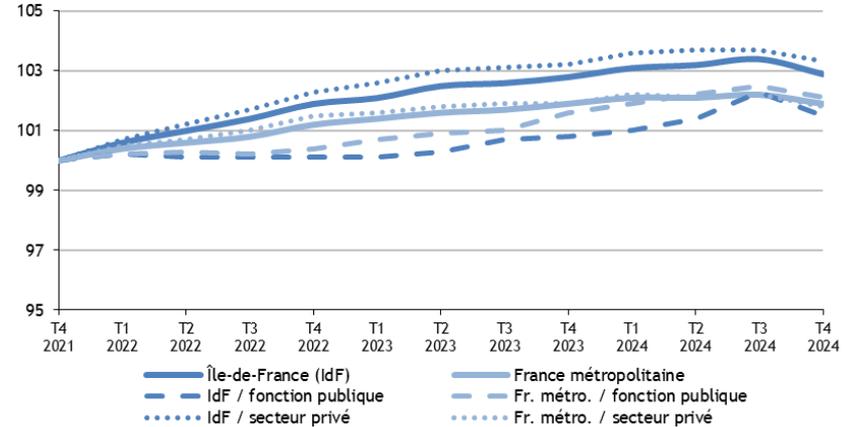
Au quatrième trimestre 2024, en Île-de-France, l'emploi salarié se replie : -0,5 % après +0,2 %, soit -29 740 emplois. La baisse de ce trimestre est forte dans le secteur public (-0,8 % après +0,8 %) comme dans le secteur privé (-0,4 après +0,0 %).

En France métropolitaine, ce sont également les replis du secteur public (-0,4 %) et du secteur privé (-0,3 %) qui provoquent une diminution de l'emploi salarié (-0,3 %).

À l'échelle départementale, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine enregistrent les plus fortes diminutions de l'emploi salarié (-0,7% dans les Yvelines et -0,6 % en Essonne et dans le Hauts-de-Seine).

De façon générale, l'emploi salarié est légèrement moins dynamique en Île-de-France que dans les autres régions métropolitaines ce trimestre.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4^e trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2024	T4 2024 / T3 2024		T4 2024 / T4 2023	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 984 780	-10 510	-0,5	-2 350	-0,1
Seine-et-Marne	509 780	200	0,0	3 520	0,7
Yvelines	536 790	-3 590	-0,7	-270	-0,1
Essonne	495 680	-3 090	-0,6	1 000	0,2
Hauts-de-Seine	1 165 150	-6 550	-0,6	-1 550	-0,1
Seine-Saint-Denis	678 080	-3 320	-0,5	6 920	1,0
Val-de-Marne	551 060	-2 400	-0,4	640	0,1
Val-d'Oise	420 500	-460	-0,1	3 530	0,8
Île-de-France	6 341 820	-29 740	-0,5	11 440	0,2
France métr.	26 442 970	-90 210	-0,3	4 660	0,0

L'emploi salarié par secteur au 4^e trimestre 2024

Au quatrième trimestre 2024, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont contrastées. L'emploi francilien diminue (-0,5 %, soit -29 740 salariés). Ce sont les emplois des services marchands hors intérim (-15 030 salariés) qui contribuent principalement à cette baisse, suivis du tertiaire non marchand (-11 060 salariés). Les secteurs du commerce (-330 salariés) et de l'industrie (-40 salariés) sont quasi stables.

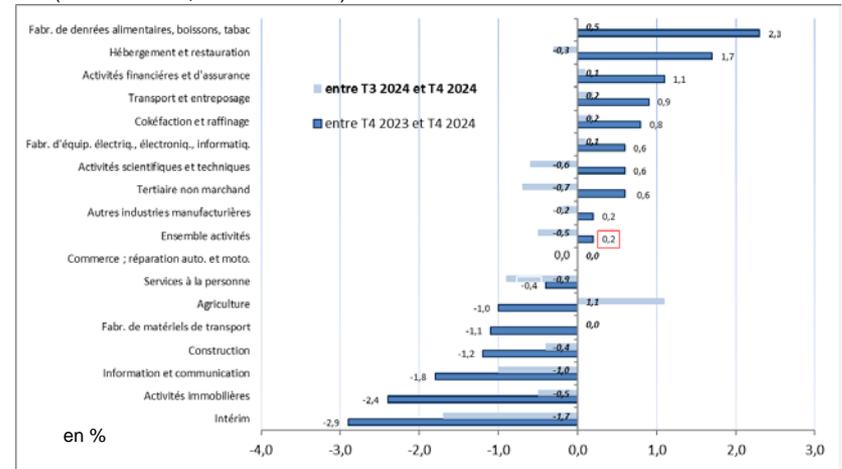
Sur le plus long terme, l'emploi salarié progresse de 0,1% dans le secteur privé; c'est également le secteur tertiaire non marchand qui enregistre la plus forte progression (0,6 %), suivi de l'industrie, avec une hausse de 0,5 % sur l'année. À l'inverse, le secteur de l'intérim repart fortement à la baisse ce trimestre (-1,7 %, soit -2,9 % sur l'année) tout comme le secteur de la construction (-0,4 %, soit -1,2 % sur l'année).

Au sein des services marchands hors intérim, plus de deux tiers de la diminution repose sur celles de *Information et communication* (-4 700 salariés) et de *Activités scientifiques et techniques* (-6 830 salariés).

Dans l'industrie, qui a connu, au trimestre précédent, sa première baisse de l'emploi salarié depuis le 2^e trimestre 2022, seul le sous-secteur de la *Autres industries manufacturières* perd des salariés (-270 salariés).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2024	T4 2024 / T3 2024		T4 2024 / T4 2023	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 620	60	1,1	-60	-1,0
Industrie	440 480	-40	0,0	2 070	0,5
Construction	336 990	-1 300	-0,4	-4 010	-1,2
Commerce	742 410	-330	0,0	-230	0,0
Services marchands hors intérim	3 109 790	-15 030	-0,5	7 650	0,2
Tertiaire non marchand	1 590 980	-11 060	-0,7	9 440	0,6
Intérim	115 560	-2 030	-1,7	-3 420	-2,9
Secteur privé	5 155 730	-20 370	-0,4	4 200	0,1
Fonction Publique	1 186 090	-9 360	-0,8	7 250	0,6
Ensemble des secteurs	6 341 820	-29 740	-0,5	11 440	0,2

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



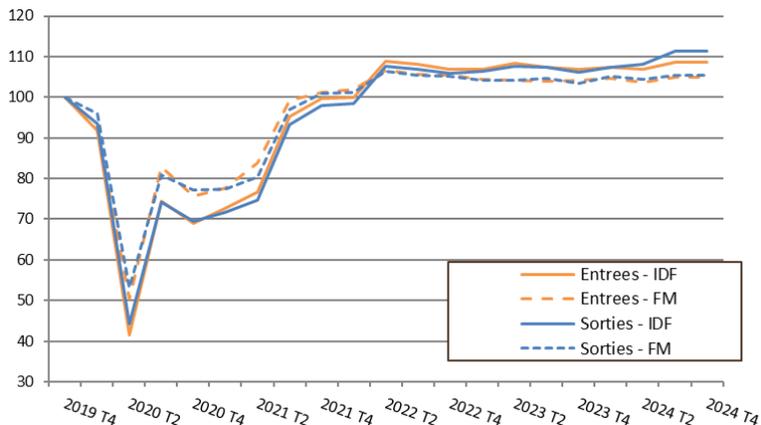
Les mouvements de main d'œuvre au 4^e trimestre 2024

Au quatrième trimestre 2024, en Île-de-France, 2 022 810 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit -2,1 % par rapport au trimestre précédent (-0,5 % en France métropolitaine). 2 023 970 contrats prennent fin au quatrième trimestre 2024, soit -1,9 % par rapport au trimestre précédent (-0,5 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

292 900 CDI sont signés, soit -4,1 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 296 540 CDI prennent fin (-3,3 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

	Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				
		T4 2024	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Entrées	Ensemble	2 023	0,5	0,0	2,0	-2,1
	Industrie	30	-2,8	-1,4	0,9	-6,4
	Construction	39	-3,7	-0,8	-0,5	-1,1
	Tertiaire	1 954	0,6	0,0	2,0	-2,1
	CDD	1 730	0,7	0,3	2,7	-1,8
CDI	293	-0,8	-1,5	-2,1	-4,1	
Sorties	Ensemble	2 024	0,9	0,1	2,2	-1,9
	Industrie	29	4,0	-2,5	2,5	-3,8
	Construction	40	2,0	-1,4	0,6	-1,8
	Tertiaire	1 955	0,8	0,2	2,2	-1,9
	CDD	1 727	0,7	0,6	2,6	-1,7
CDI	297	1,9	-2,6	-0,1	-3,3	

L'activité intérimaire au 4^e trimestre 2024

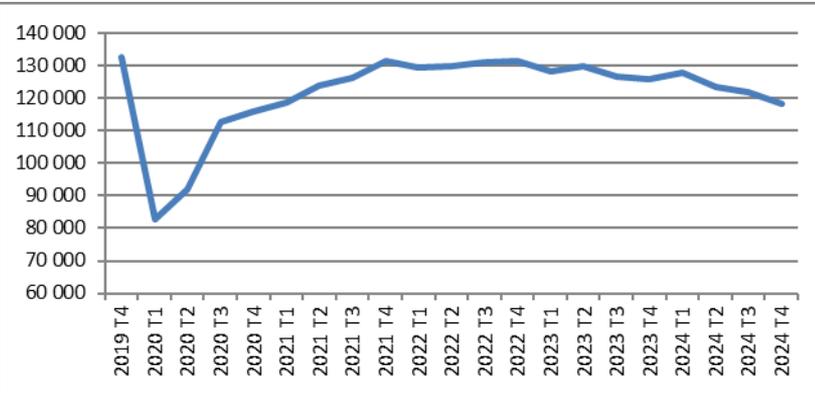
A la fin du quatrième trimestre 2024, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 118 250 et diminue de 3,0 % (soit -3 710 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue également (-2,3 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie diminue un peu moins fortement qu'au trimestre précédent (-1,1 % après -1,3 %, soit -180 intérimaires). Le sous-secteur de la *Fabrication de matériels de transport* (+130) est des rares qui augmente ce trimestre.

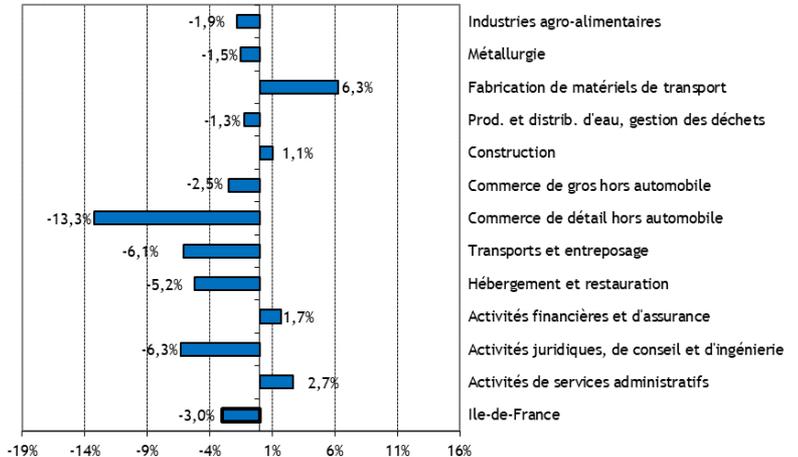
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente après trois trimestres consécutifs de forte baisse (+1,1 % après -4,6 %, soit +240 intérimaires). En France métropolitaine, le secteur repart à la hausse après six trimestres consécutifs de baisse (+2,2 % après -0,5 %).

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire diminue nettement (-4,5 % après -0,1 %). Cette baisse est due pour moitié au sous-secteur des transports et entreposage (-1 970 intérimaires) et pour presque un cinquième au sous-secteur du commerce de détail hors automobile (-630 intérimaires). En France métropolitaine, la baisse accélère également dans l'ensemble du secteur (-4,7 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle au 1^{er} trimestre 2025 *

Au cours du 1^{er} trimestre 2025, les services des Drieets/Ddets ont notifié 270 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales**, émanant de 269 établissements franciliens. Ce niveau diminue par rapport au trimestre précédent, mais tend à se rapprocher de ce qui était observé avant la crise sanitaire.

Les motifs de ces demandes sont, pour 84 % d'entre elles, liés à des sinistres ou intempéries de caractère exceptionnel, à la conjoncture économique, ou encore à la transformation, restructuration ou modernisation des installations et des bâtiments. Paris concentre 28 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 29 % proviennent des départements de la petite couronne et 43 % de la grande couronne.

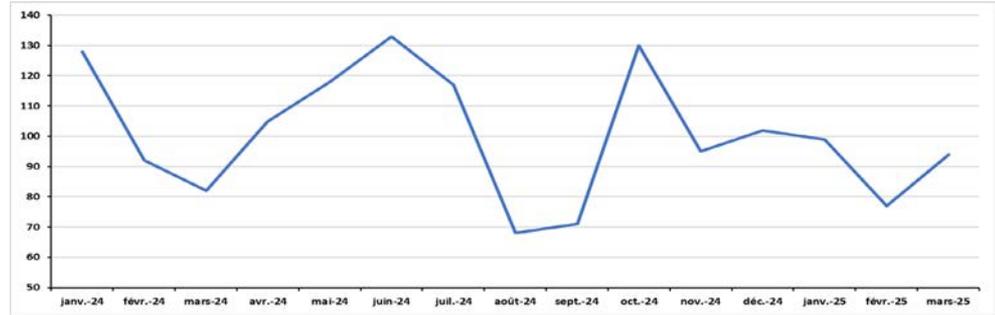
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales au 1^{er} trimestre 2025 : l'hébergement et la restauration (34 %), l'industrie manufacturière (13 %), ainsi que le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (15 %).

* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN. Ces données sont par ailleurs susceptibles d'être ajustées au fil de l'eau, et peuvent donc différer selon la date d'extraction

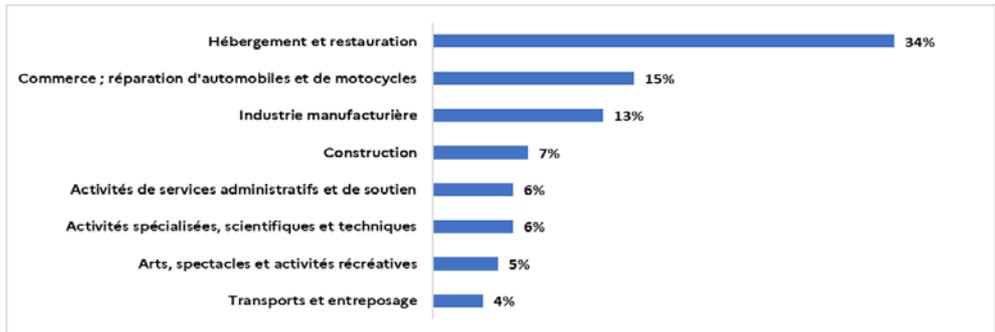
**Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales, quelle que soit leur statut, en sont exclus.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T1 2025	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	270	75	46	35	8	29	43	5	29
Janvier	99	29	19	11	2	11	14	2	11
Février	77	21	9	14	4	5	15	2	7
Mars	94	25	18	10	2	13	14	1	11

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 1^{er} trimestre 2025



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1^{er} trimestre 2025

Au *premier trimestre 2025*, 70 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 28 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 3 243 emplois menacés* par des PSE et 943 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés.

Au *premier trimestre 2025*, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (911), en proportion de l'emploi local qu'il représente, cela représente 0,12 % des salariés du secteur. Avec 242 emplois menacés, le secteur de l'industrie chimique est celui qui a sa part d'emplois menacés dans l'emploi local du secteur la plus importante (0,80 %). Si l'on ajoute les 432 emplois menacés dans le secteur des transports et entreposage et les 412 emplois menacés dans le secteur des activités juridiques, de conseil et, ces quatre secteurs représentent près de la moitié des emplois menacés par des PSE et des RCC.

Au *premier trimestre 2025*, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (1 083) et dans les Hauts-de-Seine (1008).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

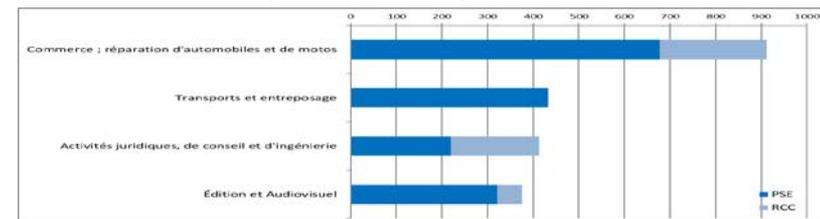
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T1 2025	70	22	8	0	7	21	4	5	3
PSE en 2024	261	92	14	22	12	64	29	14	14
RCC au T1 2025	28	14	2	4	1	3	1	1	2
RCC en 2024	54	21	1	5	3	21	2	0	1

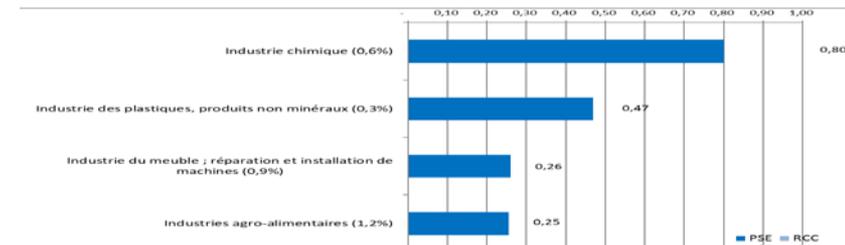
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T1 2025	3243	665	653	156	522	833	74	102	238
Emplois menacés par des PSE en 2024	17038	4833	1351	1558	955	5042	1588	692	1019
Emplois menacés par des RCC au T1 2025	943	418	5	228	3	175	0	79	35
Emplois menacés par des RCC en 2024	4363	620	18	895	395	2260	71	0	104

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2025



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T1 2025



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Marc ROHFRICTSCH, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC -Carla TAFIAL

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**